



Rapport financier semestriel

2011

Table des matières

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2011

4. Rapport semestriel d'activité

9. Comptes consolidés intermédiaires résumés

10. États financiers

16. Annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés

32. Rapport des CAC sur l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés

33. Responsable du document

Rapport semestriel d'activité

1. Situation de la société et activité au cours du 1^{er} semestre 2011

La seconde section du Duplex A86 reliant l'A13 à Vélizy a été mise en service le 9 janvier avec 6 mois d'avance sur les engagements contractuels. Cet ouvrage de 11 km entre Rueil et Vélizy est désormais exploité dans sa totalité.

La recette de péage du réseau interurbain progresse de 3,5% et, compte tenu du Duplex A86, la croissance totale du chiffre d'affaires péage est de 5,2%.

Les investissements au titre du « Paquet vert autoroutier », qui ont fait l'objet de l'avenant 14 au contrat de concession, sont en cours et l'avancement des travaux au 30 juin 2011 atteint 29%.

L'avenant 15 au contrat interurbain de Cofiroute a été publié le 30 janvier 2011. Il compense par voie tarifaire la hausse de la Taxe d'Aménagement du Territoire entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

Le 3^{ème} contrat de plan 2011 - 2014, qui prévoit des investissements à hauteur de 213 M€ (€ 2008) en contrepartie d'un complément tarifaire pendant sa durée de 15% de l'inflation (prise en compte de l'inflation à hauteur de 0,85i au lieu de 0,70i) majorée de 0,48% fait l'objet d'un 16^{ème} avenant qui est cours d'examen par le Conseil d'Etat.

2. Trafic

Sur le réseau interurbain, le trafic des véhicules légers a progressé de 0,5%. Cette évolution en demi-teinte est la conséquence directe d'un calendrier défavorable au deuxième trimestre, le trafic ayant montré une bonne résistance face à la hausse des carburants. Par contre, le trafic poids lourds, qui s'apprécie de 1,1%, remonte la pente plus lentement qu'attendu, en relation avec le manque de consistance de la conjoncture économique et la faiblesse des échanges avec la péninsule ibérique.

Pour l'ensemble du semestre, le trafic à réseau stable, mesuré en kilomètres parcourus, enregistre une hausse globale de 0,6%.

Depuis l'ouverture de la seconde section, la montée en charge du trafic dans le Duplex A86 s'est accélérée. Le nombre de transactions, qui a progressé de 31% au cours du 1^{er} semestre, atteint en juin une moyenne hebdomadaire les jours ouvrés de 22 400 véhicules / jour, avec un pic de trafic le 30 juin de 26 184 véhicules.

Le Duplex A86 apporte une croissance additionnelle du trafic de 1,7%, ce qui permet au trafic à réseau évolutif de progresser de 2,3% au 1^{er} semestre.

3. Chiffre d'affaires d'exploitation

Les tarifs ont augmenté au 1^{er} février 2011 de 2,07 % pour les véhicules légers (classes 1, 2, et 5), de 5,50% pour les poids lourds à 2 essieux (classe 3), et de 3,96 % pour les poids lourds de 3 essieux et plus (classe 4).

Sous l'effet conjugué du trafic et des tarifs, et compte tenu d'une recette de 13,4 M€ pour le Duplex A86, le chiffre d'affaires péage progresse de 5,2% à 553,5 M€. Les revenus des activités annexes s'établissent à 9,3 M€, et le chiffre d'affaires d'exploitation atteint 562,8 M€ (+5,0%).

4. Travaux neufs et gros entretien du réseau en service

4.1. Duplex A86 (13 M€)

Les investissements initiaux sur ce projet sont en voie d'achèvement. Des travaux de parachèvement se sont poursuivis sur les plateformes et bâtiments d'exploitation et sur les équipements. L'installation, en approche de l'ouvrage, de panneaux complémentaires d'information est en cours.

4.2. Travaux d'amélioration du réseau interurbain (71 M€)

Les investissements destinés à améliorer l'impact environnemental du réseau, qui ont fait l'objet du 14ème avenant « Paquet vert autoroutier », sont en cours et donnent lieu à plus de 400 chantiers. L'avancement des travaux au 30 juin, qui est de 29%, est conforme au planning initial. La première voie de télépéage sans arrêt en sortie a été mise en exploitation sur la barrière de télépéage de Saint Arnoult début juillet, et 14 aires de repos ont été remises en service après éco-rénovation.

Les études préalables du nouveau contrat de plan ont été engagées, de même que les études d'impact de la construction de la nouvelle ligne LGV Tours - Bordeaux qui longe l'autoroute A10 et qui va occasionner notamment le déplacement d'un bâtiment d'exploitation et d'une aire de service.

Les conditions hivernales exceptionnelles ont généré de multiples détériorations de la chaussée qui ont toutes été réparées dans des délais très courts. Le programme de renouvellement de la couche de roulement, qui porte sur 26 M€ en 2011, a été modifié en fonction des circonstances.

5. Exploitation du réseau

Parallèlement au déploiement de la marque VINCI Autoroutes, l'offre de services aux clients a été enrichie. De nombreuses animations sont proposées lors des grands départs sur les aires du réseau et de nouveaux services, comme le Co-Pilote Numérique, améliorent l'information.

Cofiroute est membre fondateur de la Fondation VINCI Autoroutes pour la mobilité durable qui mène des actions concrètes pour lutter contre l'hypo-vigilance au volant. Au 1er semestre, ont eu lieu l'opération « Faites le plein de vigilance » avec café offert la nuit pendant les grands départs des vacances de printemps, et une campagne de sensibilisation à la sécurité dédiée aux motards à l'occasion du grand prix de France motos accompagnée de la gratuité du péage pour ceux qui se rendaient au Mans pour assister à la course.

L'automatisation du péage se poursuit et le taux de transactions automatiques est de 89,2 % fin juin 2011 contre 81,6% un an auparavant. Le nombre de badges abonnés, dont la commercialisation a été confiée à l'Emetteur VINCI Autoroutes, est également en nette progression.

6. Relation avec l'Etat concédant

6.1. Contrat de concession A86

En application de l'accord intervenu fin 2009 sur l'indemnisation des surcoûts liés à la mise en sécurité du tunnel de l'A86 entre Rueil et Vélizy et conformément à l'avenant 1 au contrat de concession, l'Etat a versé le 27 mai le 3^{ème} terme de 21 M€ de la subvention d'investissement de l'A86, en complément des deux premiers versements de 2010 d'un montant de 100 M€.

6.2. Contrat de concession interurbain

Le 15^{ème} avenant à la concession a été approuvé par décret le 28 janvier 2011 et publié au JO le 30 janvier. Il accorde à Cofiroute une augmentation tarifaire de 0,30% au 1^{er} février 2011 et de 0,14% au 1^{er} février 2012, en compensation de l'augmentation de 6,7% au 1^{er} janvier 2011 de la Taxe d'Aménagement du Territoire.

Un accord est intervenu avec l'Etat sur le 3^{ème} contrat de plan pour la période 2011 - 2014. Les investissements à réaliser sont évalués à un montant global de 213 M€ (€ 2008). En contrepartie Cofiroute appliquera une hausse tarifaire additionnelle de 15% de l'inflation (prise en compte de l'inflation à hauteur de 0,85i au lieu de 0,70i) plus 0,48% sur la période 2011-2014.

Un recours en annulation avait été engagé en mars 2010 par une association à l'encontre de l'arrêté tarifaire du 27 janvier 2010. Ce recours a été rejeté par le Conseil d'Etat le 24 février 2011.

7. Comptes semestriels consolidés

7.1. Chiffre d'affaires

En application de la norme IFRIC 12 concernant les contrats de concession de service public, le chiffre d'affaires consolidé est constitué par un chiffre d'affaires d'exploitation, fruit de l'exploitation du péage et un chiffre d'affaires construction, prestations de construction des infrastructures réalisées pour le compte de l'Etat.

Le chiffre d'affaires d'exploitation consolidé s'établit, au 30 juin 2011, à 562,8 M€, contre 536,2 M€ au 1^{er} semestre 2010, soit une progression de 5,0%.

Le chiffre d'affaires construction s'élève à 60,9 M€ contre 66,2 M€ au 30 juin 2010 (- 8,0%). Ce chiffre d'affaires, qui correspond à l'activité de maîtrise d'ouvrage, a diminué avec notamment l'achèvement des travaux de construction du Duplex A86. Il convient de rappeler que Cofiroute n'affecte pas de marge à cette activité qui donne lieu à l'inscription au compte de résultat d'une charge de construction d'égal montant.

En cumul, le chiffre d'affaires s'établit à 623,7 M€, à comparer à 602,4 M€ au 1^{er} semestre 2010.

7.2. EBITDA

L'EBITDA s'établit à 395,1 M€ contre 376,2 M€ l'année précédente, soit une progression de 18,9 M€ (+ 5%) par rapport à 2010, cohérente avec la croissance du chiffre d'affaires. Le Duplex A86, dont le chiffre d'affaires semestriel s'élève à 13,4 M€, contribue à cette croissance à hauteur de 5,7 M€.

7.3. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel progresse de 2,3% à 272,9 M€ au 1^{er} semestre 2011, contre 266,9 M€ en 2010.

7.4. Résultat financier

Le coût de l'endettement financier net diminue de 1,9 M€, pour s'élever à - 66,1 M€. Compte tenu de la fin de l'activation des intérêts suite à la mise en service du second tronçon de l'A86 (contre 17,3 M€ au 1^{er} semestre 2010) et d'une variation positive des effets d'actualisation, le résultat financier est de - 64,0 M€, à comparer à - 54,0 M€ au 30 juin 2010.

7.5. Résultat net

Avec une charge d'impôts de 73,2 M€, le résultat net s'établit à 135,7 M€, contre 142,1 M€ l'année précédente.

7.6. Bilan consolidé

L'endettement net fin juin 2011 s'élève à 3 039 M€, à comparer à 3 098 M€ au 30 juin 2010.

8. Comptes sociaux

Compte de résultat

Le chiffre d'affaires semestriel progresse de 27 M€ et s'établit à 559,5 M€, avec une recette de péage de 553,5 M€.

Le résultat d'exploitation progresse de 2,6 M€ à 265,6 M€, le résultat financier varie de - 15,7 M€ à - 62,6 M€.

Compte tenu d'un résultat exceptionnel de - 0,5 M€ et d'une charge d'impôts de 69,9 M€, le résultat net de la période atteint 132,6 M€, à comparer à 143,4 M€ au 30 juin 2010.

9. Événements importants survenus depuis le 30 juin 2011

Suite à la mise en production par Cofiroute USA d'un nouveau Back Office Clients sur la SR 91 en Californie, le Board d'OCTA (Orange County Transportation Authority) a approuvé l'extension du contrat d'exploitation jusqu'au 30 juin 2021.

10. Principaux risques et principales incertitudes pour le second semestre 2011

L'évolution du trafic est impactée par le contexte économique et social. Le trafic des véhicules légers est exposé à l'évolution du carburant à la pompe et à la consommation des ménages, tandis que le redressement du trafic des poids lourds reste conditionné par la croissance économique du second semestre.

11. Composition du Conseil d'Administration

Au 30 juin 2011 le Conseil d'Administration est composé de :

Pierre Coppey, Président

Patrick Faure

Henri Stouff

Christian Saint-Etienne

Cofiroute Holding, représentée par Bernard Huvelin

Colas, représentée par Hervé Le Bouc

VINCI Concessions, représentée par Xavier Huillard

VINCI Construction, représentée par Richard Francioli

12. Répartition du capital social

Le capital social de Cofiroute au 30 juin 2011 est ainsi réparti :

→ VINCI CONCESSIONS	65,33 %
→ COFIROUTE HOLDING	17,99 %
→ COLAS	16,67 %
→ Autres	0,01 %

Aucune portion du capital de la société n'est détenue par les salariés.

Dans le cadre d'un reclassement interne des titres au sein du Groupe VINCI, VINCI Concessions va apporter les titres de Cofiroute qu'elle détient, à VINCI Autoroutes.
Le Président du Tribunal de Commerce de Nanterre a nommé les Commissaires aux apports en juin 2011 et cette opération devrait se finaliser au cours du second semestre.

Sommaire

des comptes consolidés intermédiaires résumés

au 30 juin 2011

Compte de résultat consolidé
Etat du résultat global consolidé
Bilan consolidé
Tableau des flux de trésorerie consolidés
Variation des capitaux propres consolidés

Annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés

A. Saisonnalité de l'activité

B. Principes comptables et méthodes d'évaluation

1. Principes généraux
2. Méthodes de consolidation
3. Règles et méthodes d'évaluation

C. Information sectorielle

D. Notes relatives au compte de résultat

4. Chiffre d'affaires
5. Résultat opérationnel
6. Charges et produits financiers
7. Impôt sur les bénéfices
8. Résultat par action

E. Notes relatives au bilan

9. Immobilisations incorporelles du domaine concédé
10. Immobilisations corporelles
11. Autres actifs financiers non courants
12. Capitaux propres
13. Paiement en actions
14. Provisions non courantes
15. Besoin en fonds de roulement et provisions courantes
16. Informations relatives à l'endettement financier net
17. Informations relatives à la gestion des risques financiers

F. Autres notes

18. Transactions avec les parties liées
19. Obligations contractuelles et autres engagements donnés ou reçus

G. Litiges et arbitrages

H. Evénements postérieurs à la clôture

Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2011

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes	1er semestre 2011	1er semestre 2010	Exercice 2010
CHIFFRE D'AFFAIRES	4	623,7	602,4	1 292,2
<i>dont :</i>				
<i>Chiffre d'affaires - hors construction de nouvelles infrastructures en concession réalisée par des entreprises tierces</i>		562,8	536,2	1 149,8
<i>Chiffre d'affaires - construction de nouvelles infrastructures en concession réalisée par des entreprises tierces</i>		60,9	66,2	142,4
Produits des activités annexes		1,0	0,6	2,3
Charges opérationnelles	5	- 351,0	- 335,7	- 708,8
RESULTAT OPERATIONNEL SUR ACTIVITE		273,8	267,3	585,7
Paiement en actions (IFRS 2)	13	- 0,9	- 0,5	- 1,6
Résultats des sociétés mises en équivalence		0,0	0,0	- 0,0
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	5	272,9	266,9	584,1
Coût de l'endettement financier brut		- 68,4	- 68,9	- 137,4
Produits financiers des placements de trésorerie		2,3	0,9	2,9
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	6	- 66,1	- 68,0	- 134,5
Autres produits financiers	6	2,5	17,6	33,9
Autres charges financières	6	- 0,4	- 3,6	- 10,7
Impôts sur les bénéfices	7	- 73,2	- 70,8	- 161,2
RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE		135,7	142,1	311,6
Résultat net - Part des minoritaires		0,0	0,0	0,0
RESULTAT NET- Part du Groupe		135,7	142,1	311,6
RÉSULTAT NET par action (en euros) - Part du Groupe	8	33,4	35,0	76,8

Etat du résultat global consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2011	1er semestre 2010	Exercice 2010
RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE	135,7	142,1	311,6
Instruments financiers des sociétés contrôlées: variation de juste valeur	4,7	- 3,3	- 0,1
<i>dont :</i>			
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Couverture de flux de trésorerie (*)</i>	4,7	- 3,3	- 0,1
Instruments financiers des sociétés mises en équivalence: variation de juste valeur	0,0	0,0	0,0
Ecart de conversion	- 0,2	0,5	0,2
Impôts (**)	- 1,6	1,1	0,0
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	2,8	- 1,6	0,2
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE	138,6	140,4	311,8

(*) Les variations de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (couverture de taux) sont comptabilisées en capitaux propres pour la part efficace de la couverture. Les gains et pertes accumulés en capitaux propres sont rapportés en résultat au moment où le flux de trésorerie couvert affecte le résultat.

(**) Dont - 1,6 million d'euros d'effet d'impôts relatifs aux couvertures de flux de trésorerie (part efficace) (contre 1,1 million d'euros au premier semestre 2010).

Bilan consolidé actif

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	9	5 330,8	5 259,5	5 260,5
Autres immobilisations incorporelles		0,9	0,0	0,0
Immobilisations corporelles du domaine concédé	10	404,1	497,2	515,2
Immobilisations corporelles	10	7,5	9,1	8,8
Participations dans les sociétés mises en équivalence		0,1	0,3	0,1
Autres actifs financiers non courants	11	23,2	45,5	28,9
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		5 766,7	5 811,7	5 813,5
Actifs courants				
Stocks et travaux en cours	15	1,8	1,7	1,7
Clients	15	87,1	84,7	71,4
Autres actifs courants d'exploitation	15	29,0	43,9	43,5
Autres actifs courants hors exploitation	15	0,1	0,0	20,0
Actifs d'impôt exigible		7,3	7,6	0,0
Autres actifs financiers courants	17	71,1	102,6	107,2
Actifs financiers de gestion de trésorerie	16	10,4	10,3	10,4
Disponibilités et équivalents de trésorerie	16	290,1	236,5	307,7
TOTAL ACTIFS COURANTS		496,9	487,2	561,9
TOTAL ACTIFS		6 263,6	6 298,9	6 375,4

Bilan consolidé passif

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Capitaux propres				
Capital Social		158,3	158,3	158,3
Réserves consolidées		1 826,9	1 828,2	1 685,8
Réserves de conversion		- 0,7	- 0,1	- 0,4
Résultat net de la période - Part du Groupe		135,7	142,1	311,6
Réserve de Juste Valeur		- 2,0	- 7,2	- 5,1
CAPITAUX PROPRES - Part du Groupe	12	2 118,2	2 121,3	2 150,2
Intérêts minoritaires		0,0	0,0	0,0
TOTAL CAPITAUX PROPRES		2 118,2	2 121,3	2 150,2
Passifs non courants				
Provisions non courantes	14	22,9	18,2	22,1
Emprunts obligataires	16	2 240,5	2 264,4	2 244,8
Autres emprunts et dettes financières	16	1 109,5	1 114,8	1 114,4
Impôts différés passifs		337,4	333,7	335,2
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		3 710,3	3 731,1	3 716,5
Passifs courants				
Provisions courantes	15.2	192,4	190,4	196,0
Fournisseurs	15.1	21,9	21,4	28,9
Dettes sur immobilisations	15.1	43,9	34,1	54,5
Autres passifs courants d'exploitation	15.1	92,3	86,7	84,5
Passifs d'impôt exigible		0,0	0,0	4,9
Dettes financières courantes	16 - 17	84,6	113,9	140,0
TOTAL PASSIFS COURANTS		435,1	446,5	508,6
TOTAL PASSIFS & CAPITAUX PROPRES		6 263,6	6 298,9	6 375,4

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Notes	1er semestre 2011	1er semestre 2010	Exercice 2010
RESULTAT NET CONSOLIDE DE LA PERIODE		135,7	142,1	311,6
Dotations nettes aux amortissements	5	123,2	110,4	223,5
Dotations nettes aux provisions		- 2,3	2,6	9,9
Paiements en actions (IFRS 2) et autres retraitements	13	- 1,0	- 0,4	- 0,5
Résultat sur cessions		0,3	0,2	0,4
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		- 0,0	- 0,0	0,0
Dividendes des sociétés non consolidées		0,0	- 0,3	- 0,3
Coûts d'emprunt immobilisés		0,0	- 17,3	- 33,5
Coût de l'endettement financier net comptabilisé	6	66,1	68,0	134,5
Charges d'impôt (y compris impôts différés) comptabilisées	7	73,2	70,8	161,2
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT avant coût de financement et impôts		395,1	376,2	806,8
Variation du BFR et des provisions courantes	15	- 1,6	- 12,6	6,9
Impôts payés		- 82,9	- 136,7	- 212,4
Intérêts financiers nets payés	6	- 85,8	- 100,5	- 144,5
FLUX DE TRESORERIE liés à l'activité I		224,9	126,3	456,8
<i>Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles</i>		<i>- 0,9</i>	<i>- 0,5</i>	<i>- 1,5</i>
<i>Cession des immobilisations corporelles et incorporelles</i>		<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>
Investissements opérationnels nets		- 0,9	- 0,5	- 1,4
Cash flow opérationnel		224,0	125,8	455,4
Investissements du domaine concédé	9	- 72,7	13,9	- 100,5
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence et non consolidées		0,0	0,6	0,8
Autres		0,0	- 0,0	0,0
FLUX DE TRESORERIE liés aux opérations d'investissements II		- 73,6	14,1	- 101,0
Dividendes payés aux actionnaires de Cofiroute SA	12.2	- 169,6	- 42,4	- 184,5
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	16	6,6	6,8	7,0
Remboursements d'emprunts & variation des autres dettes financières courantes	16	- 6,3	- 4,5	- 6,5
Variation des actifs de gestion de trésorerie et autres dettes courantes	17	0,1	- 150,0	- 150,1
FLUX NETS DE TRESORERIE liés aux opérations de financement III		- 169,2	- 190,2	- 334,2
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE I + II + III	16	- 17,9	- 49,8	21,6
Trésorerie nette à l'ouverture		307,7	285,9	285,9
Autres variations		0,3	0,4	0,2
TRESORERIE NETTE A LA CLOTURE		290,1	236,5	307,7
Augmentation (diminution) des actifs financiers de gestion de trésorerie		- 0,1	150,0	150,1
(Émission) remboursement des emprunts		- 0,3	- 2,2	- 0,4
Autres variations		21,4	32,9	12,5
Incidence des variations de juste valeur		2,9	- 3,7	- 2,6
Incidence des variations des cours de devises		- 0,2	0,4	- 0,0
VARIATION DE L'ENDETTEMENT NET	16	5,9	127,6	181,2
Endettement net en début de période		- 3 044,6	- 3 225,9	- 3 225,9
ENDETTEMENT NET EN FIN DE PERIODE		- 3 038,7	- 3 098,3	- 3 044,6

Variation des **capitaux propres** consolidés

	Capitaux Propres - Part du Groupe					Total	Minoritaires	Total
	Capital social	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Réserves de Juste Valeur	Résultat net			
<i>(en millions d'euros)</i>								
CAPITAUX PROPRES 01/01/2010	158,3	1 560,1	- 0,7	- 5,0	310,9	2 023,6	0,0	2 023,6
Résultat net de la période					311,6	311,6		311,6
Produits et charges de la période comptabilisés directement en capitaux propres			0,2	- 0,1		0,2		0,2
RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE			0,2	- 0,1	311,6	311,8	0,0	311,8
Affectation de résultat et dividendes distribués		126,4			- 310,8	- 184,5		- 184,5
Paiements en actions (IFRS 2)		- 0,7				- 0,7		- 0,7
CAPITAUX PROPRES 31/12/2010	158,3	1 685,8	- 0,4	- 5,0	311,6	2 150,2	0,0	2 150,2
Résultat net de la période					135,7	135,7		135,7
Produits et charges de la période comptabilisés directement en capitaux propres			- 0,2	3,0		2,8		2,8
RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE			- 0,2	3,0	135,7	138,6	0,0	138,6
Affectation de résultat et dividendes distribués		142,1			- 311,6	- 169,6		- 169,6
Paiements en actions (IFRS 2)		- 1,0				- 1,0		- 1,0
CAPITAUX PROPRES 30/06/2011	158,3	1 826,9	- 0,7	- 2,0	135,7	2 118,2	0,0	2 118,2

Annexe aux comptes consolidés

A. Saisonnalité de l'activité

Le premier semestre de l'exercice est marqué par un volume d'activité inférieur à celui de la seconde partie de l'année, en raison du niveau élevé du trafic constaté au cours de la période estivale.

Le niveau de chiffre d'affaires et celui des résultats ne peuvent donc pas être extrapolés sur l'ensemble de l'exercice.

L'impact des facteurs saisonniers n'a fait l'objet d'aucune correction sur les comptes semestriels du Groupe.

Les produits et charges des activités ordinaires que le Groupe perçoit ou supporte de façon saisonnière, cyclique ou occasionnelle sont pris en compte selon des règles identiques à celles retenues pour la clôture annuelle. Ils ne sont ni anticipés, ni différés à la date de l'arrêté intermédiaire.

Les risques nés dans le semestre, y compris ceux dont le dénouement est prévu au second semestre de l'exercice, sont provisionnés à la clôture de la période.

B. Principes comptables et méthodes d'évaluation

1. Principes généraux

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe au 30 juin 2011 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 28 juillet 2011. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés du Groupe, pour l'exercice clos le 31 décembre 2010. Ils se réfèrent aux comptes consolidés annuels au 31 décembre 2010 présentés dans le document de référence 2010, déposé auprès de l'AMF le 20 avril 2011.

Les principes comptables retenus pour la préparation et la présentation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2011, en application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002.⁽¹⁾

Les principes comptables retenus au 30 juin 2011 sont les mêmes que ceux retenus pour les états financiers consolidés au 31 décembre 2010, à l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne, applicables à partir du 1er janvier 2011 (voir note B.1.1 « normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1^{er} Janvier 2011 »).

1.1 Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1^{er} janvier 2011

Les nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1er janvier 2011, sans impact significatif sur les comptes du Groupe au 30 juin 2011, sont les suivantes :

- IAS 24 amendée « Informations sur les parties liées » ;
- IAS 32 amendée « Classement des droits de souscription émis » ;

⁽¹⁾ Disponibles sur le site : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

- IFRIC 14 amendée « Paiement anticipé des exigences de financement minimal » ;
- IFRIC 19 « Extinction de dettes financières avec des instruments de capitaux propres » ;
- Les amendements de la procédure annuelle d'améliorations des normes IFRS publiés en mai 2010.

1.2 Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 30 juin 2011

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations évoquées ci-dessous dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2011 :

Normes sur les méthodes de consolidation :

- IFRS 10 « Consolidation » ;
- IFRS 11 « Accords conjoints » ;
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;
- IAS 27 révisée « Etats financiers individuels » ;
- IAS 28 révisée « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises ».

Autres normes :

- IFRS 7 amendée « Informations à fournir dans le cadre des transferts d'actifs financiers » ;
- IFRS 9 « Classification et évaluation des instruments financiers » ;
- IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur » ;
- IAS 1 amendée « Présentation des éléments du résultat global » ;
- IAS 12 amendée « Recouvrement des actifs sous-jacents » ;
- IAS 19 amendée « Avantages au personnel » ;

Le Groupe mène actuellement une analyse sur les impacts et les conséquences pratiques de l'application de ces normes et interprétations.

2. Méthodes de consolidation

2.1. Périmètre de consolidation

Les sociétés dont le groupe Cofiroute détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote permettant le contrôle sont consolidées par intégration globale. Cela concerne les sociétés suivantes dont le Groupe détient 100 % du capital :

- COFIROUTE PARTICIPATIONS
- COFIROUTE CORPORATION, SR 91 et COFIROUTE USA
- COFIROUTE UK LTD

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Cela concerne notamment :

- Le CROSSING COMPANY LIMITED détenue à 42,86 % par COFIROUTE UK LTD.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires sont consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle. Cela ne concerne aucune des sociétés détenues par le Groupe.

Les comptes consolidés regroupent les états financiers des sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur à 2 millions d'euros, ainsi que ceux des entités dont le chiffre d'affaires est inférieur lorsque leur impact est significatif sur les comptes du Groupe.

Évolution du périmètre de consolidation :

<i>(en nombre de sociétés)</i>	30/06/2011			31/12/2010			30/06/2010		
	Total	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total	France	Etranger
Intégration globale	6	2	4	6	2	4	6	2	4
Mise en équivalence	1	0	1	1	0	1	2	0	2
Total	7	2	5	7	2	5	8	2	6

Le périmètre de consolidation est inchangé sur le premier semestre 2011.

2.2. Opérations intragroupe

Les opérations et transactions réciproques d'actif et de passif, de produits et de charges entre entreprises intégrées sont éliminées dans les comptes consolidés. Cette élimination est réalisée :

- En totalité si l'opération est réalisée entre deux filiales
- A hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat interne réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence

2.3. Conversion des états financiers des sociétés et des établissements étrangers

Dans la plupart des cas, la monnaie de fonctionnement des sociétés et établissements correspond à la monnaie du pays concerné.

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie de fonctionnement est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe (euros) sont convertis au cours de clôture pour les éléments de bilan et au cours moyen de la période pour les éléments du compte de résultat. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écart de conversion dans les réserves consolidées.

2.4. Opérations en monnaie étrangère

Les opérations en monnaie étrangère sont converties en euros au cours de change en vigueur à la date d'opération. À la clôture de la période, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros au cours de change de clôture de la période.

Les pertes et gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en autres charges et produits financiers au compte de résultat.

3. Règles et méthodes d'évaluation

3.1. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les comptes consolidés de l'exercice ont été établis par référence à cet environnement immédiat, notamment pour les estimations présentées ci-dessous.

Le recours à des estimations concerne notamment les éléments suivants :

- Evaluations retenues pour les tests de pertes de valeur
- Valorisation des paiements en actions (charge IFRS 2)
- Evaluations des engagements de retraite
- Evaluations des provisions

- Détermination des taux d'actualisation retenus pour mettre en œuvre les tests de dépréciation d'actifs (IAS 36) et pour actualiser les provisions (IAS 37) et les avantages au personnel (IAS 19)
- Valorisation des instruments financiers à la juste valeur

3.2. Règles et méthodes d'évaluation spécifiques appliquées par le Groupe dans le cadre des arrêtés intermédiaires

3.2.1 Evaluation de la charge d'impôt

La charge d'impôt du premier semestre est déterminée en appliquant au résultat avant impôt le taux d'impôt effectif de l'ensemble du Groupe estimé pour l'exercice 2011 (y compris fiscalité différée). Ce taux est, le cas échéant, ajusté des incidences fiscales liées aux éléments à caractère exceptionnel de la période.

3.2.2 Engagements de retraites

Il n'est pas effectué de calcul actuariel à la clôture des comptes consolidés intermédiaires résumés. La charge du semestre au titre des engagements de retraites est égale à la moitié de la charge calculée au titre de 2011 sur la base des hypothèses actuarielles au 31 décembre 2010, ajustée le cas échéant des variations significatives des hypothèses de marché (actualisation, inflation et rendement des actifs), et de la comptabilisation des réductions de régime (curtailment, settlements) conformément à IAS 19.

C. Information sectorielle

Le Groupe est géré en un seul secteur d'activité, l'activité d'exploitation d'infrastructures autoroutières et de grands ouvrages (ponts et tunnels) dans le cadre de contrats de concession ou d'exploitation.

D. Notes relatives au compte de résultat

4. Chiffre d'affaires

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2011	1er semestre 2010	Exercice 2010
Chiffre d'affaires - Recettes de péage	553,5	526,4	1 128,9
Chiffre d'affaires - Autres	9,3	9,8	20,9
CHIFFRE D'AFFAIRES - hors construction de nouvelles infrastructures	562,8	536,2	1 149,8
Chiffre d'affaires - Construction de nouvelles infrastructures	60,9	66,2	142,4
Chiffre d'affaires - construction de nouvelles infrastructures en concession réalisée par des entreprises tierces	60,9	66,2	142,4
CHIFFRE D'AFFAIRES	623,7	602,4	1 292,2

La progression de la recette péage de 5,2% se décompose comme suit :

- Trafic à réseau stable : + 0,6 %
- Impact du duplex A86 : + 1,7 %
- Effet tarif : + 2,9 %

5. Résultat opérationnel

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2011	1er semestre 2010	Exercice 2010
CHIFFRE D'AFFAIRES	623,7	602,4	1 292,2
dont:			
<i>Chiffre d'affaires - hors construction de nouvelles infrastructures en concession réalisée par des entreprises tierces</i>	562,8	536,2	1 149,8
<i>Chiffre d'affaires - construction de nouvelles infrastructures en concession réalisée par des entreprises tierces</i>	60,9	66,2	142,4
PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES	1,0	0,6	2,3
Charges de construction	- 60,9	- 66,2	- 142,4
Achats consommés	- 6,4	- 7,1	- 14,9
Services extérieurs	- 39,9	- 31,0	- 83,7
Impôts et taxes	- 66,3	- 61,1	- 130,6
Charges de personnel	- 55,3	- 56,1	- 106,8
Autres produits et charges opérationnels	- 0,3	- 0,2	- 0,3
Amortissements	- 123,2	- 110,4	- 223,5
Dotations nettes aux provisions et autres (*)	1,2	- 3,6	- 6,7
CHARGES OPERATIONNELLES D'EXPLOITATION	- 351,0	- 335,7	- 708,8
RESULTAT OPERATIONNEL SUR ACTIVITE	273,8	267,3	585,7
<i>% du chiffre d'affaires (**)</i>	<i>48,6%</i>	<i>49,9%</i>	<i>50,9%</i>
Paiements en actions (IFRS 2)	- 0,9	- 0,5	- 1,6
Résultat des sociétés mises en équivalence	0,0	0,0	- 0,0
RESULTAT OPERATIONNEL	272,9	266,9	584,1
<i>% du chiffre d'affaires (**)</i>	<i>48,5%</i>	<i>49,8%</i>	<i>50,8%</i>

(*) Constituées des dotations et reprises au titre des provisions non courantes (voir note E.14.2 « Autres provisions non courantes ») et des provisions courantes (voir note E.15.2. « Analyse des provisions courantes »)

(**) % calculé sur chiffre d'affaires hors construction de nouvelles infrastructures en concession réalisée par des entreprises tierces.

Le résultat opérationnel sur activité correspond à la mesure de la performance opérationnelle du Groupe avant effets des paiements en actions (IFRS 2) et du résultat des sociétés mises en équivalence.

6. Charges et produits financiers

(en millions d'euros)	1er semestre 2011	1er semestre 2010	Exercice 2010
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	-68,4	-68,9	-137,4
Produits financiers des placements de trésorerie	2,3	0,9	2,9
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	-66,1	-68,0	-134,5
Autres produits financiers	2,5	17,6	33,9
Autres charges financières	-0,4	-3,6	-10,7
AUTRES CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	2,1	14,0	23,3

Le coût de l'endettement financier net s'élève à -66,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 contre -68 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010. Cette amélioration d'un semestre à l'autre s'explique par la mise en place au cours de l'année 2010 de swaps de variabilisation qui ont largement compensé la hausse des taux d'intérêt observée sur la période.

Les autres charges et produits financiers, qui intègrent principalement des coûts d'actualisation pour 2,4 millions d'euros, s'élèvent à 2,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 contre 14,0 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010. Le recul de ce poste s'explique par l'absence d'activation d'intérêts en 2011 suite à la mise en service du dernier tronçon de l'A86 au début de l'année 2011. Le montant des coûts d'emprunts incorporés aux coûts des immobilisations A86 était de 17,3 millions sur le 1^{er} semestre 2010.

7. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt s'élève à 73,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, contre 70,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010.

Le taux effectif d'impôt, hors incidence des paiements en actions, est de 35,0 % contre 33,3 % au 30 juin 2010.

8. Résultat par action

Le nombre d'actions de la société est de 4 058 516 sans changement sur les derniers exercices. La société n'a émis aucun instrument susceptible de donner droit à des actions. Il en résulte que le nombre d'actions à prendre en considération pour le calcul du résultat par action, de base et dilué en 2011 et en 2010, est de 4 058 516.

E. Notes relatives au bilan

9. Immobilisations incorporelles du domaine concédé

9.1. Ventilation des immobilisations incorporelles du domaine concédé

<i>(en millions d'euros)</i>	Coût des infrastructures en service (*)	Avances et Encours	Total
Valeur brute			
Au 01/01/2010	6 704,4	718,3	7 422,6
Acquisitions de l'exercice	69,4	106,5	175,8
Autres mouvements	19,1	- 18,6	0,5
	6 792,8	806,1	7 598,9
Subventions reçues	- 119,0		- 119,0
Au 31/12/2010	6 673,9	806,1	7 480,0
Acquisitions de l'exercice	0,9	60,0	60,9
Sorties de l'exercice	0,0	0,0	0,0
Autres mouvements	881,5	- 773,8	107,7
	7 556,2	92,3	7 648,6
Subventions reçues	- 1,0	0,0	- 1,0
Au 30/06/2011	7 555,2	92,3	7 647,5
Amortissements			
Au 01/01/2010	- 2 037,4	0,0	- 2 037,4
Amortissements de la période	- 181,2		- 181,2
Autres mouvements	- 0,9		- 0,9
Au 31/12/2010	- 2 219,5	0,0	- 2 219,5
Amortissements de la période	- 96,5		- 96,5
Sorties de l'exercice	0,0		0,0
Autres mouvements	- 0,8		- 0,8
Au 30/06/2011	- 2 316,7	0,0	- 2 316,7
Valeur nette			
Au 01/01/2010	4 667,0	718,3	5 385,3
Au 31/12/2010	4 454,4	806,1	5 260,5
Au 30/06/2011	5 238,5	92,3	5 330,8

(1) subventions déduites

Les acquisitions du premier semestre s'élèvent à 60,9 millions d'euros (contre 175,8 millions d'euros en 2010), investissements réalisés par Cofiroute dans le cadre de ses contrats de concession.

Après la mise en service, début 2011, du second et dernier tronçon de l'A86, dernière section en cours, on ne constate plus de coûts d'emprunts incorporés au coût des immobilisations incorporelles du domaine concédé (contre 33,5 millions d'euros en 2010).

Les immobilisations incorporelles du domaine concédé comprennent des immobilisations en cours pour un montant de 92,3 millions d'euros au 30 juin 2011 dont 23,0 millions d'euros en lien avec l'A86.

9.2. Obligations contractuelles d'investissement et de renouvellement :

Dans le cadre des contrats de concession qu'il a conclus, le Groupe s'est engagé à réaliser certains investissements d'infrastructure qu'il est destiné à exploiter, en tant que société concessionnaire.

Un contrat de plan pour la période 2011-2014, définissant principalement les investissements à réaliser et le dispositif tarifaire applicable, est en cours d'examen au Conseil d'Etat. Disposant d'un cadre contractuel bien défini, Cofiroute bénéficie d'une bonne visibilité sur ses perspectives.

Dans le cadre du 14^{ème} avenant au contrat de concession interurbain signé le 26 mars 2010, Cofiroute s'est engagée à consacrer, en trois ans, 191 millions d'euros constants (215 Millions d'euros courants) à l'amélioration de l'impact environnemental de son réseau (protection de la ressource en eau, préservation de la biodiversité, réduction des émissions de CO₂, éco-rénovation des aires, protections acoustiques). Dans le cadre de cet avenant signé en mars 2010, la durée de concession a été prolongée d'un an, soit une fin de concession fixée au 31 décembre 2031.

Au 30 juin 2011, le montant d'engagement d'investissements prévus pour les cinq prochaines années, dans le cadre des contrats de concession, concerne principalement le réseau interurbain pour 840,7 millions d'euros et 68,1 millions d'euros pour l'A86 (contre 646,6 millions d'euros pour le réseau interurbain et 70,5 millions d'euros pour l'A86, au 31 décembre 2010).

10. Immobilisations corporelles

(en millions d'euros)	Immobilisations corporelles du domaine concédé	Terrains	Agencements	Matériels, Installations techniques et autres	Total
Valeur brute					
Au 01/01/2010	702,7	1,0	5,2	27,6	736,6
Acquisitions de l'exercice	63,9	0,0	0,0	1,4	65,3
Sorties de l'exercice	- 2,7	- 0,1	0,0	- 0,0	- 2,8
Autres mouvements	- 0,8	0,0	1,7	- 1,3	- 0,4
Au 31/12/2010	763,1	1,0	7,0	27,7	798,7
Acquisitions de l'exercice	23,3	0,0	0,0	0,2	23,5
Sorties de l'exercice	- 1,3	- 0,0	0,0	- 0,0	- 1,4
Autres mouvements	- 108,1	0,0	0,1	- 0,6	- 108,6
Au 30/06/2011	676,9	1,0	7,1	27,3	712,2
Amortissements					
Au 01/01/2010	- 209,6		- 4,9	- 20,0	- 234,5
Amortissements de la période	- 40,5		- 0,3	- 1,8	- 42,6
Sorties de l'exercice	2,3		0,0	0,0	2,3
Autres mouvements	0,0		- 0,4	0,4	- 0,0
Au 31/12/2010	- 247,8		- 5,6	- 21,4	- 274,7
Amortissements de la période	- 25,9		- 0,1	- 0,8	- 26,9
Sorties de l'exercice	1,0		0,0	0,0	1,0
Autres mouvements	0,0		0,0	0,0	0,0
Au 30/06/2011	- 272,8		- 5,7	- 22,1	- 300,6
Valeur nette					
Au 01/01/2010	493,1	1,0	0,3	7,6	502,1
Au 31/12/2010	515,2	1,0	1,4	6,3	524,0
Au 30/06/2011	404,1	1,0	1,4	5,2	411,6

11. Autres actifs financiers non courants

(en millions d'euros)	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Actifs disponibles à la vente	0,4	0,4	0,4
Juste valeur des produits dérivés actifs non courants (*)	22,8	45,1	28,5
AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	23,2	45,5	28,9

(*) Voir note E.17 : informations relatives à la gestion des risques financiers

Les titres de participation non cotés dans les filiales, dont les données financières sont inférieures aux seuils de consolidation retenus par le Groupe, correspondent à la catégorie des actifs disponibles à la vente au sens de la norme IAS 39 et s'élèvent à 0,4 million d'euros au 30 juin 2011 sans changement sur la période.

12. Capitaux propres

12.1. Opérations constatées directement en capitaux propres

Les tableaux suivants détaillent les mouvements sur ces éléments par nature d'instruments financiers :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010
Couverture de flux de trésorerie		
Réserve à l'ouverture	- 7,7	- 7,6
Variations de juste valeur de la période	4,8	0,1
Eléments de juste valeur constatés en résultat	- 0,1	- 0,2
RESERVE DE CLOTURE	- 3,1	- 7,7
Total des éléments constatés directement en capitaux propres		
Réserve brute	- 3,1	- 7,7
Effet d'impôt associé	1,1	2,7
RESERVE NETTE D'IMPOT	- 2,0	- 5,1

12.2. Dividendes

Les dividendes attribués au titre des exercices 2010 et 2009 s'analysent de la façon suivante :

	2010	2009
Dividende par action (en euros)		
Acompte sur dividende	35,00	35,95
Solde du dividende	41,78	10,45
DIVIDENDE NET GLOBAL	76,78	46,40
Montant du dividende (en millions d'euros)		
Acompte sur dividende	142,0	145,9
Solde du dividende	169,6	42,4
DIVIDENDE NET GLOBAL	311,6	188,3

Cofiroute a procédé au versement du solde de dividendes 2010 en avril 2011 pour un montant de 169,6 millions d'euros.

Les flux constatés pour 2010 de 184,4 millions d'euros correspondent au solde des dividendes 2009 de 42,4 millions d'euros et à l'acompte sur dividendes 2010 de 142,0 millions d'euros.

13. Paiements en action

Les salariés du groupe Cofiroute bénéficient de plans d'options d'achat, de plans d'actions gratuites et du plan d'épargne Groupe octroyés par la société mère VINCI. La charge globale comptabilisée au 30 juin 2011 au titre des paiements en actions s'est élevée à 0,9 million d'euros dont 0,1 million d'euros au titre du plan d'épargne Groupe, contre 0,5 million d'euros au 30 juin 2010.

Concernant le plan d'épargne Groupe, le Conseil d'Administration de VINCI définit les conditions de souscription conformément aux autorisations de l'assemblée générale. Pour la France, VINCI procède trois fois par an à des augmentations de capital réservées aux salariés, avec un prix de souscription comportant une décote de 10 % par rapport à une moyenne sur 20 jours du cours de bourse. Les souscripteurs bénéficient d'un abondement de leur entreprise plafonné à 3 500 euros par an. Les avantages ainsi consentis aux salariés du Groupe sont comptabilisés en résultat et évalués conformément à IFRS 2 sur la base des hypothèses suivantes :

- Durée de la période de souscription : 4 mois
- Durée de la période d'indisponibilité : 5 ans à compter de la fin de période de souscription

14. Provisions non courantes

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Provisions pour retraite	14.1	3,8	2,6	3,2
Autres provisions non courantes	14.2	19,0	15,7	19,0
PROVISIONS NON COURANTES A PLUS D'UN AN		22,9	18,2	22,1

14.1. Provisions pour retraite

Les provisions pour engagements de retraite s'élèvent à 3,8 millions d'euros (intégralement à plus d'un an) au 30 juin 2011 contre 3,2 millions d'euros au 31 décembre 2010 (intégralement à plus d'un an).

Elles comprennent, d'une part, les provisions au titre des indemnités de départ à la retraite et, d'autre part, les provisions au titre des engagements de retraite complémentaire.

14.2. Autres provisions non courantes

Au cours du premier semestre 2011 et de l'exercice 2010, les provisions non courantes figurant au passif du bilan ont évolué comme suit :

(en millions d'euros)	Ouverture	Dotations	Utilisations	Autres Reprises non utilisées	Variations de périmètre et divers	Variation de la part à moins d'un an non courant	Clôture
01/01/2010	21,1		- 1,6	- 3,4	0,0	- 1,1	22,6
Autres avantages au personnel (*)	13,6	0,5	- 1,6	0,0			12,5
Risques financiers	0,0						0,0
Autres risques	12,5	10,6	- 12,0	- 0,3			10,8
Actualisation provisions non courantes	- 0,4	0,2					- 0,1
Reclassement part à moins d'un an non courant	- 3,1					- 1,0	- 4,2
31/12/2010	22,6	11,3	- 13,5	- 0,3	0,0	- 1,0	19,0
Autres avantages au personnel (*)	12,5	0,0	- 0,8	0,0			11,7
Risques financiers	0,0						0,0
Autres risques	10,8	1,2	- 0,1	0,0			11,9
Actualisation provisions non courantes	- 0,1	- 0,1					- 0,2
Reclassement part à moins d'un an non courant	- 4,2					- 0,1	- 4,3
30/06/2011	19,0	1,1	- 0,9	0,0	0,0	- 0,1	19,0

(*) Essentiellement provisions relatives aux accords de cessation anticipée d'activité des travailleurs salariés (CATS)

15. Besoin en fonds de roulement et provisions courantes

15.1. Variation du besoin en fonds de roulement

(en millions d'euros)	30/06/2011	31/12/2010	Variations 2011 - 2010
			Liées à l'activité
Stocks et travaux en cours (en valeur nette)	1,8	1,7	0,1
Clients	87,1	71,4	15,8
Autres actifs courants d'exploitation	29,0	43,5	- 14,5
STOCKS ET CREANCES D'EXPLOITATION (I)	118,0	116,6	1,4
Fournisseurs	- 21,9	- 28,9	7,0
Autres passifs courants d'exploitation	- 89,9	- 82,1	- 7,8
FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES D'EXPLOITATION (II)	- 111,8	- 110,9	- 0,8
TOTAL (avant provisions courantes) (I+II)	6,2	5,7	0,5
PROVISIONS COURANTES	- 192,4	- 196,0	3,6
<i>dont la part à moins d'un an des provisions non courantes</i>	<i>1,9</i>	<i>2,0</i>	<i>- 0,1</i>
TOTAL (après provisions courantes)	- 186,2	- 190,3	4,1

15.2. Analyse des provisions courantes

Au cours du 1^{er} semestre 2011 et de l'exercice 2010, les provisions courantes figurant au passif du bilan ont évolué comme suit :

(en millions d'euros)	Ouverture	Dotations	Utilisations	Autres Reprises non utilisées	Variation de la part à moins d'un an non courant	Clôture
01/01/2010	171,1	41,7	- 27,0	- 7,6	0,2	178,3
Remises en état	1,5		- 0,3	- 0,1		1,1
Maintien en l'état de l'actif incorporel concédé	175,8	45,4	- 28,4			192,9
Reclassement part à moins d'un an non courant	0,9				1,0	2,0
31/12/2010	178,3	45,4	- 28,6	- 0,1	1,0	196,0
Remises en état	1,1		- 0,1	0,0		1,0
Maintien en l'état de l'actif incorporel concédé	192,9	15,0	- 18,4			189,5
Reclassement part à moins d'un an non courant	2,0				- 0,1	1,9
30/06/2011	196,0	15,0	- 18,5	0,0	- 0,1	192,4

Les provisions courantes, rattachées directement au cycle d'exploitation, s'élèvent au 30 juin 2011 à 192,4 millions d'euros (y compris la part à moins d'un an des provisions non courantes) contre 196,0 millions d'euros au 31 décembre 2010. Les provisions courantes correspondent principalement aux provisions pour maintien en l'état de l'actif incorporel concédé.

16. Informations relatives à l'endettement financier net

16.1 Endettement financier net

L'endettement financier net, tel que défini par le Groupe, s'analyse comme suit :

Catégories comptables	(en millions d'euros)	30/06/2011			31/12/2010		
		Non Courant	Courant (*)	Total	Non Courant	Courant (*)	Total
Passifs évalués au coût amorti	Emprunts obligataires	-2 240,5	-36,2	-2 276,7	-2 244,8	-66,7	-2 311,5
	Autres emprunts bancaires et autres dettes financières	-1 094,8	-9,1	-1 103,9	-1 098,3	-10,4	-1 108,7
	DETTES FINANCIERES LONG TERME	-3 335,3	-45,2	-3 380,5	-3 343,1	-77,1	-3 420,2
	Autres dettes financières courantes						
	Découverts bancaires						
	I - DETTES FINANCIERES BRUTES	-3 335,3	-45,2	-3 380,5	-3 343,1	-77,1	-3 420,2
	<i>dont incidence des couvertures de juste valeur</i>	<i>15,5</i>		<i>15,5</i>	<i>24,0</i>	<i>24,0</i>	
Actifs évalués à la juste valeur par résultat (option juste valeur)	Actifs financiers de gestion de trésorerie courante non équivalent de trésorerie		10,4	10,4		10,4	10,4
	Equivalent de trésorerie		277,3	277,3		293,6	293,6
	Disponibilités		12,8	12,8		14,1	14,1
	II - ACTIFS FINANCIERS		300,5	300,5		318,1	318,1
Dérivés	Instruments dérivés passifs	-13,1	-39,4	-52,5	-15,2	-62,9	-78,0
	Instruments dérivés actifs	22,8	71,1	93,9	28,5	107,2	135,7
	III - INSTRUMENTS DERIVES	9,6	31,7	41,4	13,3	44,3	57,6
	ENDETTEMENT FINANCIER NET (I + II + III)	-3 325,6	287,0	-3 038,7	-3 329,8	285,3	-3 044,5

(*) Part courante incluant les intérêts courus non échus

Au 30 juin 2011, le Groupe affiche un endettement financier net de 3 038,7 millions d'euros en retrait de 6 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2010. Le recul de 40 millions d'euros des dettes financières brutes, lié principalement au paiement des intérêts sur le semestre, a été compensé par une baisse respectivement de la trésorerie pour 17,6 millions d'euros et des justes valeurs des instruments dérivés pour 16,2 millions d'euros.

Réconciliation de l'endettement financier net avec les postes du bilan :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010
Emprunts obligataires (non courant)	-2 240,5	-2 244,8
Autres emprunts de dettes financières	-1 094,8	-1 098,3
Dettes financières courantes	-45,2	-77,1
Actifs financiers de gestion de trésorerie	10,4	10,4
Disponibilités et équivalent de trésorerie	290,1	307,7
Instruments dérivés actifs non courants	22,8	28,5
Instruments dérivés passifs non courants	-13,1	-15,2
Instruments dérivés actifs courants	71,1	107,2
Instruments dérivés passifs courants	-39,4	-62,9
ENDETTEMENT FINANCIER NET	-3 038,7	-3 044,5

Les instruments dérivés actifs sont présentés au bilan, selon leurs maturités et leurs qualifications comptables, en autres actifs financiers non courants pour la part à plus d'un an et en autres actifs financiers courants pour la part à moins d'un an. Les instruments dérivés actifs non qualifiés comptablement de couverture sont présentés en autres actifs financiers courants quelles que soient leurs maturités.

Les instruments dérivés passifs sont présentés au bilan, selon leurs maturités et leurs qualifications comptables, en autres passifs financiers non courants pour la part à plus d'un an et en autres passifs financiers courants pour la part à moins d'un an. Les instruments dérivés passifs non qualifiés comptablement de couverture sont présentés en autres passifs financiers courants quelles que soient leurs maturités.

16.2. Ressources et liquidités

Au 30 juin 2011, le Groupe disposait d'un montant de 800,5 millions d'euros de ressources disponibles (1 338,1 millions d'euros au 31 décembre 2010), dont :

- 300,5 millions d'euros de trésorerie nette gérée (318,1 millions d'euros au 31 décembre 2010), en retrait de 17,6 millions d'euros
- 500 millions d'euros constitués de lignes de crédit bancaires à moyen terme confirmées et non utilisées. La ligne de crédit au 31 décembre 2010 d'un montant de 1 020 millions d'euros à échéance octobre 2011, a été renouvelée en février 2011, à hauteur de 500 millions d'euros.

Cofiroute dispose d'un programme de billets de trésorerie de 450 millions d'euros noté A-2 par Standard & Poor's, non utilisé au 30 juin 2011.

16.2.1. Echancier des dettes financières

Au 30 juin 2011, la maturité moyenne de la dette financière long terme du Groupe est de 8,3 ans (contre 8,8 ans au 31 décembre 2010).

16.2.2. Trésorerie nette gérée

La trésorerie nette gérée incluant les actifs financiers de gestion de trésorerie s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010
EQUIVALENTS DE TRESORERIE	277,3	293,6
<i>Valeurs mobilières de placements (OPCVM)</i>	166,8	293,6
<i>Titres de créances négociables ayant une maturité inférieure à 3 mois à l'origine</i>	110,5	0,0
DISPONIBILITES	12,8	14,1
TRESORERIE NETTE	290,1	307,7
ACTIFS FINANCIERS DE GESTION DE TRESORERIE	10,4	10,4
<i>Valeurs mobilières de placements (OPCVM) (*)</i>	10,4	10,4
TRESORERIE NETTE GEREE	300,5	318,1

(*) Parts d'OPCVM placés avec un horizon de gestion à court terme, ne respectant pas les critères de qualification d'équivalents de trésorerie définis par la norme IAS 7

Les supports d'investissements utilisés par le Groupe sont principalement des OPCVM monétaires ainsi que des titres de créances négociables (certificats de dépôts bancaires et comptes à termes). Ils sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur.

Ces différents actifs financiers («Actifs financiers de gestion de trésorerie» et «Équivalents de trésorerie») correspondent aux lignes directrices définies par VINCI, dans le respect des supports de placements et des contreparties autorisés au sein du Groupe.

Ils sont suivis régulièrement au travers de reporting détaillant le rendement des différents actifs sur la base de leur juste valeur et contrôlant le niveau de risque associé.

Les actifs financiers de gestion de trésorerie et les équivalents de trésorerie correspondent pour l'essentiel au placement des excédents nets de trésorerie du Groupe. Au 30 juin 2011, l'encours géré représente 300,5 millions d'euros.

16.2.3. Ligne de crédit bancaire

Le Groupe dispose au 30 juin 2011 d'un crédit bancaire confirmé non utilisé de 500 millions d'euros à échéance 2016 mis en place le 25 février 2011. La convention de crédit est assortie d'un ratio de levier (Dette Financière Nette/CAFICE) calculé chaque semestre qui détermine la marge applicable.

16.2.4. Covenants financiers

Les contrats de financement du Groupe (emprunts obligataires, bancaires et lignes de crédit) ne comportent pas de covenants financiers.

Par ailleurs, certains contrats de financement prévoient qu'un changement de contrôle de l'emprunteur peut constituer un cas de remboursement anticipé obligatoire ou d'exigibilité anticipée.

16.2.5. Notation de crédit

Au 30 juin 2011, le Groupe dispose d'une notation de crédit de Standard & Poor's :

- A long terme : BBB + perspective stable
- A court terme : A-2

17. Informations relatives à la gestion des risques financiers

Cofiroute disposait depuis octobre 2004 d'une ligne de crédit de 1 020 millions d'euros venant à échéance en octobre 2011. Cofiroute a profité de conditions de marché favorables pour renouveler par anticipation cette ligne de crédit bancaire à moyen terme.

Un contrat d'un montant de 500 millions d'euros, arrangé par cinq établissements bancaires (BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Natixis, The Royal Bank of Scotland Plc et Société Générale Corporate and Investment Banking), a été signé le 25 février 2011.

L'exposition aux risques financiers au 30 juin 2011 est restée inchangée par rapport à celle du 31 décembre 2010 décrite en note 17 du rapport financier 2010 publié le 20 avril 2011.

F. Autres notes

18. Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent :

- La rémunération et les avantages assimilés accordés aux membres des organes d'administration et de la direction
- Les opérations avec le groupe VINCI, avec le groupe COLAS et autres parties liées (essentiellement des sociétés dans lesquelles le Groupe détient une participation)

Au premier semestre 2011, il n'y a pas eu de modification significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2010.

19. Obligations contractuelles et autres engagements donnés et reçus

Les engagements donnés et reçus par le Groupe au titre des contrats de concession figurent en note E.9.2. (cf note F.21. « Transactions avec les parties liées » du rapport financier 2010 publié le 20 Avril 2011).

G. Litiges et arbitrages

Depuis le mois de septembre 2010, Cofiroute fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices 2007, 2008 et 2009. L'exercice 2007 a fait l'objet d'une notification de l'administration concernant en particulier le traitement fiscal des intérêts intercalaires. Les exercices 2008 et 2009 n'ont pas encore fait l'objet d'une notification, cependant le risque identifié sur 2007 subsiste.

L'entreprise conteste la position prise par l'administration, néanmoins les risques afférents ont été évalués et font l'objet de provisions déterminées en conséquence.

H. Événements postérieurs à la clôture

Suite à la mise en production par Cofiroute USA d'un nouveau Back Office Clients sur la SR 91 en Californie, le Board d'OCTA (Orange County Transportation Authority) a approuvé l'extension du contrat d'exploitation pour une période de 2 fois 5 ans.

Depuis la clôture des comptes au 30 juin 2011, il n'est pas survenu d'autres événements significatifs.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2011

Période du 1er janvier 2011 au 30 juin 2011

COFIROUTE
Société anonyme
Siège social : 6 à 10 rue Troyon - 92316 Sèvres cedex
Capital social : € 158 282 124

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la société COFIROUTE, relatifs à la période du 1er janvier 2011 au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 29 juillet 2011

Les Commissaires aux Comptes

Salustro Reydel
Membre de KPMG International

Philippe BOURHIS

Deloitte & Associés

Mansour BELHIBA

Attestation du responsable du Rapport financier semestriel

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés intermédiaires résumés, présentés dans le rapport financier semestriel, sont établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de Cofiroute et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité (figurant en pages 4 à 8) présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Arnaud GRISON
Directeur général



Direction Financière
Société anonyme au capital de 158 282 124 €
Siège social : 6 à 10 rue Troyon - 92 316 Sèvres
cedex
RCS Nanterre 552 115 891